

A  
Scanner



1A 136 437 82761



Fédération CFTC « commerces, services  
et force de vente »  
34, quai de la Loire  
75019 PARIS

A l'attention de Patrick ERTZ

Paris, le 17 janvier 2019

Lettre recommandée avec AR

**OBJET : CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DU COMMERCE DE DETAIL ET DE GROS A PREDOMINANCE ALIMENTAIRE  
Notification de l'avenant n° 69 du 14 décembre 2018**

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint un exemplaire original de l'avenant n° 69 à la Convention Collective Nationale du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire en date du 14 décembre 2018.

Le présent avenant a pour objet d'adapter le régime de prévoyance invalidité-décès en modifiant le taux de rente d'invalidité 1<sup>ère</sup> catégorie et le montant de la cotisation.

Il est signé, du côté patronal, par notre Fédération et, pour les salariés, par votre organisation, ainsi que par la CFDT (fédération des services) et la CFE-CGC (Fédération agro-alimentaire).

Bien que vous soyez signataire, cet avenant vous est notifié afin d'éviter tout litige ultérieur quant au respect du délai légal d'opposition de 15 jours, à l'issue duquel les accords de branche peuvent être déposés et leur extension sollicitée.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

**Renaud GIROUDET**

**Directeur Affaires Sociales,  
Emploi et Formation**

**CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE  
DU COMMERCE DE DETAIL ET DE GROS A PREDOMINANCE ALIMENTAIRE**

**AVENANT N° 69 DU 14 DECEMBRE 2018**

**RELATIF AU REGIME DE PREVOYANCE INVALIDITE-DECES DES SALARIES NON-CADRES**

**PREAMBULE**

*Les parties signataires du présent accord, ont choisi de modifier le régime de prévoyance invalidité-décès des salariés non-cadres afin d'assurer sa pérennité.*

*Au regard du déséquilibre des comptes de résultats du régime, les partenaires sociaux ont marqué leur volonté de rétablir sa stabilité en agissant tant sur le montant des cotisations que sur le niveau des prestations. Les partenaires sociaux signataires ayant, toutefois, la volonté de limiter autant que possible la baisse des prestations, celle-ci concerne uniquement la garantie liée à l'invalidité 1<sup>ère</sup> catégorie et ce dans une proportion modérée. Les autres prestations couvertes par le régime n'ont pas été modifiées.*

*Il est par conséquent décidé de ce qui suit :*

**ARTICLE 1ER OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet d'adapter le régime de prévoyance invalidité-décès en modifiant le taux de rente d'invalidité 1<sup>ère</sup> catégorie ainsi que le montant de cotisation.

**ARTICLE 2 MODIFICATION DE TAUX DE RENTE D'INVALIDITE 1ERE CATEGORIE**

1. Le 1<sup>er</sup> tiret de l'article 13-6 de la CCN est ainsi modifié :

« - Pour une invalidité de 1<sup>ère</sup> catégorie ou une incapacité permanente dont le taux est compris entre 33 et 66 %, le montant de la rente est égal à 42 % du salaire de référence, sous déduction des prestations brutes de la sécurité sociale »



**ARTICLE 3 MODIFICATION DE LA COTISATION**

Les deux premiers alinéas de l'article 13-9 sont ainsi rédigés :

« La cotisation globale est fixée à 0,56 %.

Garanties	Taux de cotisations
Décès – invalidité absolue et définitive (3 <sup>ème</sup> catégorie)	0,13
Frais d'obsèques	0,01
Rente éducation	0,04
Invalidité	0,38
Taux global	0,56

La cotisation globale de 0,56 % sur les tranches 1 et 2, limitée à 4 plafonds de sécurité sociale, est financée à raison de 0,31 % par l'employeur et de 0,25 % par le salarié. »

**ARTICLE 4 ENTREPRISES DE MOINS DE 50 SALARIES**

Au regard de la nécessaire universalité de la couverture décès et invalidité, le présent accord est applicable dans les mêmes termes à toutes les entreprises de la branche, sans considération d'effectif.

**ARTICLE 5 DUREE - ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée ; il entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 y compris au sein des DROM.

**ARTICLE 6 PUBLICITE - EXTENSION**

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties, à la Direction des Relations du Travail – Dépôt des accords – 39/43, quai André Citroën – 75902 PARIS cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : [depot.accord@travail.gouv.fr](mailto:depot.accord@travail.gouv.fr).

Les parties signataires conviennent de demander sans délai l'extension du présent avenant, la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

À Paris, le 14 décembre 2018.

AM FL h RA

FEDERATION DES ENTREPRISES DU COMMERCE  
ET DE LA DISTRIBUTION  
12, rue Euler, 75008 PARIS



FÉDÉRATION DES SERVICES CFDT  
14, rue Scandicci, 93508 PANTIN



FÉDÉRATION AGRO-ALIMENTAIRE CFE-CGC  
26, rue de Naples, 75008 PARIS



FÉDÉRATION CFTC "COMMERCE, SERVICES  
ET FORCE DE VENTE"  
34, quai de la Loire, 75019 PARIS



FÉDÉRATION DES PERSONNELS DU COMMERCE,  
DE LA DISTRIBUTION ET DES SERVICES CGT  
263, rue de Paris, 93514 MONTREUIL CEDEX

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE  
L'ALIMENTATION, DES TABACS ET ALLUMETTES  
& DES SECTEURS ANNEXES FO  
7, passage Tenaille, 75014 PARIS